



# Cartographie des approches de prévention primaire dans les États membres du centre et de l'est de l'UE

Rédigé par **Jacek Purski et Przemysław Witkowski**,  
experts externes du RAN

Radicalisation Awareness Network

**RAN**   
Practitioners

# **Cartographie des approches de prévention primaire dans les États membres du centre et de l'est de l'UE**

## MENTION LÉGALE

Bien que le présent document ait été élaboré pour la Commission européenne, il reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite de la présente publication. De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg : Office des publications de l'Union Européenne, 2023

© Union européenne, 2023



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre conformément à la décision 2011/833/UE du 12 décembre 2011 sur la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC-BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.

Toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne peut requérir une autorisation, directement demandée auprès des titulaires des droits respectifs.

## Définitions importantes utilisées dans ce document

Les **extrémismes violents** sont des personnes qui soutiennent des idées et/ou qui sont impliquées dans des groupes ou des mouvements prônant la violence pour soutenir une idéologie extrémiste. L'extrémisme violent désigne les « convictions et actes des personnes qui encouragent ou font usage de la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques ». Ceci peut inclure le terrorisme et d'autres formes de violence motivée par la politique <sup>(1)</sup>.

Les **extrémistes violents de droite** sont des extrémistes violents affiliés à l'extrême droite. Cette catégorie inclut principalement les mouvements néo-nazis, anti-islam et anti-migration, identitaires, ultranationalistes et néofascistes, mouvements citoyens souverains d'extrême droite, mouvements extrémistes centrés sur un problème précis comme les incels ou les antivax, et les mouvements séparatistes <sup>(2)</sup>.

**Prévention et lutte contre l'extrémisme violent** : actions préventives et non coercitives visant à lutter contre les efforts déployés par les extrémistes violents pour radicaliser, recruter et mobiliser des partisans afin de les inciter à commettre des actes violents, et visant à apporter des solutions aux facteurs spécifiques qui favorisent et rendent possibles le recrutement d'extrémistes violents et la radicalisation menant à la violence <sup>(3)</sup>.

## Liste des abréviations

**ECE** : Europe centrale et de l'Est

**COVID-19** : maladie à coronavirus 19. Maladie infectieuse due au virus du syndrome respiratoire aigu sévère coronavirus 2 (**SARS-CoV-2**)

**UE** : Union européenne

**LGBTQ+** : sigle signifiant lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, queer/en questionnement, etc.

**MMA** : arts martiaux mixtes

**OTAN** : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

**ONG** : organisation non gouvernementale

**RAN** : Réseau de sensibilisation à la radicalisation

**EIV** : extrémisme islamiste violent

**5G** : norme de réseau de téléphonie mobile de cinquième génération

---

<sup>(1)</sup> ONUDC, *The Doha Declaration: Promoting a culture of lawfulness* (2018).

<sup>(2)</sup> Pauwels, *Manifestations contemporaines de l'extrémisme de droite violent dans l'UE : présentation des pratiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent* (2021).

<sup>(3)</sup> Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, *A Whole-of-Society Approach to Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism. A Guidebook for Central Asia* (2020).

## Objectifs

L'ordre politique mondial est de plus en plus déséquilibré suite à l'apparition de nouveaux conflits, tant militaires que commerciaux, d'épidémies et de pandémies associées à de nouveaux virus, et de crises économiques. Cette situation s'accompagne d'une intensification du processus de radicalisation des populations de nombreuses régions du monde. L'Europe centrale et de l'Est est une des régions de l'UE dans lesquelles ce processus s'intensifie, en particulier pour ce qui est de l'extrémisme violent de droite. Ce processus vient s'ajouter aux conflits ethniques latents et incessants qui déchirent la région, au fait qu'elle jouxte un pays où a lieu un conflit armé actif, à la pandémie de COVID-19, à la crise économique et énergétique et aux actions de différents acteurs extérieurs. Toutefois, ces problèmes diffèrent à bien des égards de ceux auxquels sont confrontés les pays d'Europe occidentale. Les problèmes liés à l'extrémisme violent de droite sont beaucoup plus intenses dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, tandis que ceux induits par l'extrémisme violent de gauche et l'extrémisme islamiste violent y sont beaucoup moins nombreux. C'est pour ces raisons qu'il est essentiel de rechercher et de discuter des bonnes pratiques locales et régionales adoptées en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

L'objectif de cet article est de faire le bilan des approches et pratiques en place développées et utilisées par les praticiens impliqués dans la prévention primaire, notamment par les travailleurs sociaux et familiaux, les enseignants, les professionnels de la santé mentale, les autorités locales et les forces de l'ordre des États membres de l'UE situés en Europe centrale et de l'Est (Bulgarie, Croatie, Hongrie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie). Il présente également plusieurs exemples qui pourraient apporter des pistes de prévention primaire dans le domaine de la radicalisation dans la région. Ce document passe en revue différents projets et pratiques axés spécifiquement sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation. Il étudie aussi les efforts déployés pour lutter contre des phénomènes connexes tels que les discours et les crimes de haine, la discrimination, la xénophobie et la polarisation, dans la mesure où ils ont un impact sur le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et sur les besoins des praticiens. Les dimensions homme-femme du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ainsi que la coopération interinstitutionnelle dans les pratiques/domaines respectifs ont également été prises en compte et mises en avant s'il y avait lieu. À partir d'une étude de travail de terrain et de cas existants, le présent document offre un aperçu des divers pratiques, modèles et/ou approches de chaque pays pouvant servir de source d'inspiration, ainsi que des domaines dans lesquels les praticiens doivent intensifier leur travail de prévention primaire.

## Méthodologie

Pour les besoins du présent document, plusieurs pratiques et programmes inspirants en place dans les pays d'Europe centrale et de l'Est ont été sélectionnés. Ce choix a nécessité d'examiner les programmes et pratiques répertoriés dans la collection du RAN. Bien que cette collection réunisse un certain nombre de bonnes pratiques inspirantes en place dans les États membres de l'UE situés en Europe centrale et de l'Est, il en existe de nombreuses autres qui n'ont pas encore été systématiquement examinées et partagées avec la communauté plus large de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent dans l'UE. Les auteurs se sont attachés à les identifier en menant des recherches documentaires et en consultant les principales parties prenantes. Vingt-trois entretiens ont ainsi été menés avec des praticiens de la région, dont le Center for the Study of Democracy (Bulgarie), PATRIR (Roumanie), l'Institute of Social Safety (Pologne), Political Capital (Hongrie), Debunk EU (Lituanie), Partners for Democratic Change Slovakia (Slovaquie), entre autres, ainsi qu'avec des personnes travaillant (dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent) pour les institutions gouvernementales de six pays de la région. Les auteurs ont, par ailleurs, examiné les programmes, les bonnes pratiques et les campagnes en place en Europe centrale et de l'Est (par exemple YouthRightOn et OneBraveThing), les résultats de projets majeurs financés par l'UE dans la région, (tels que CHAMPIONS, CEE-Prevent-Net, Firstlinepractitioners.com, INDEED) et PARTICIPATION) et des documents stratégiques et politiques des États de la région.

Pour présenter et faire un point rapide sur les programmes, pratiques et outils existants pour le domaine de la prévention primaire, notamment pour cartographier les acteurs impliqués, les auteurs ont choisi de les

classer dans les principales catégories suivantes du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent :

- Activités éducatives
- Soutien familial, travail auprès des jeunes
- Campagnes de sensibilisation et de communication
- Formations pour les praticiens, renforcement de capacité
- Implication de la communauté
- Coopération et partenariats multipartites (au niveau local et national)

## Caractéristiques de la spécificité de la région

Le premier élément à prendre en compte dans l'analyse de ces pratiques et approches issues d'Europe centrale et de l'Est est avant tout leur spécificité locale. De cet aspect dépendent les conditions d'intervention, pour au moins plusieurs raisons, très différentes de celles dans lesquelles le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est mené en Europe occidentale. En ce qui concerne ces différences, les points suivants doivent être notés :

- **Presque aucun extrémisme islamiste (violent) et relativement peu de musulmans dans les populations les plus nombreuses.** La plupart des musulmans d'Europe centrale et de l'Est sont natifs de la région, y possèdent des racines culturelles et religieuses séculaires et sont bien intégrés aux autres communautés culturelles et religieuses, sans phénomène important de radicalisation extrémiste islamiste <sup>(4)</sup>. Cette situation est différente de celle de la partie occidentale de l'Europe, où le problème de l'extrémisme islamiste (violent) est bien plus grave <sup>(5)</sup>. Cela signifie aussi que les modèles d'intervention utilisés dans la prévention et dans la lutte contre l'extrémisme violent ne peuvent pas être transférés de manière individuelle. Cela veut aussi dire que les programmes menés dans ce domaine doivent être développés en étroite coopération avec les partenaires d'Europe centrale et de l'Est, du secteur public et des autres secteurs, afin d'éviter que les financements soient alloués de manière non pertinente et que l'on cherche à résoudre des problèmes qui n'existent pas dans la région. Ainsi, les programmes gagneront en efficacité et les fonds alloués à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent le seront de façon plus judicieuse.
- **La faiblesse de l'extrémisme (violent) de gauche et le faible degré de radicalisation de cette partie de la scène politique.** La radicalisation de cette mouvance idéologique joue actuellement un rôle minime dans la région. Les cercles marxistes (communistes, trotskistes, maoïstes, staliniens, etc.) sont très peu représentés. Les anarchistes sont légèrement plus présents dans la région, avec un total d'environ 20 à 30 centres sociaux dans les pays mentionnés ci-dessus <sup>(6)</sup>. Ils sont également actifs dans les mouvements syndicaux, de défense de l'environnement, de libération des animaux et dans les arts martiaux. Toutefois, la plupart des militants anarchistes ne montrent pas de tendances violentes, et les activités de cette nature sont le fait d'individus ou de groupes spécifiques plutôt que du mouvement anarchiste locale en tant que telle. Dans ces groupes, les orientations les plus visibles sont les tendances violentes constatées dans le domaine de la lutte contre les extrémistes de droite violents ou dans les actions de sabotage liées à la déforestation ou à l'élevage industriel <sup>(7)</sup>. Un petit nombre de volontaires issus de ces milieux combattent également aux côtés de l'Ukraine dans la guerre d'agression menée par la Russie <sup>(8)</sup>. Il reste à déterminer si ces cercles pourraient se radicaliser davantage et quelle influence

---

<sup>(4)</sup> Górak-Sosnowska (Ed.), *Muslims in Poland and Eastern Europe Widening the European Discourse on Islam* (2011).

<sup>(5)</sup> Zhirkov, Verkuyten, Weesie, *Perceptions of world politics and support for terrorism among Muslims: Evidence from Muslim countries and Western Europe* (2014).

<sup>(6)</sup> Wennerhag, *Anarchists in Eastern and Western Europe – a Comparative Study* (2012-16).

<sup>(7)</sup> Farinelli, F. et Marinone, L. *Extrémisme violent de gauche et anarchiste contemporain dans l'UE : analyse des menaces et des possibilités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent* (2021).

<sup>(8)</sup> Rękawek (Ed.), *Western extremists and the Russian invasion of Ukraine in 2022* (2022).

pourraient avoir sur eux certains acteurs extérieurs d'extrême gauche (tels que les services secrets de la Fédération de Russie ou de la République populaire de Chine).

- **Des groupes nationalistes forts.** Le nationalisme est un aspect très caractéristique de l'Europe centrale et de l'Est. Il occupe une place importante dans le discours politique des pays de la région <sup>(9)</sup>. Les partis qui soutiennent cette idéologie sont des acteurs clés de la scène politique d'un grand nombre de ces pays. Les partis populistes de droite y font de bons scores aux élections <sup>(10)</sup>. De fait, dans la région, le discours politique a fortement évolué vers l'extrême droite, par rapport aux pays d'Europe occidentale. De même, il existe de très grandes différences d'une région à l'autre en ce qui concerne les normes du discours politique, le point de vue historique, ainsi que le niveau de xénophobie, de racisme et de discours. C'est surtout dans cette idéologie qu'a lieu la radicalisation dans la région d'Europe centrale et de l'Est. C'est aussi dans ce segment que les activités et les ressources doivent être allouées en priorité.
- **Hooligans dans le milieu sportif.** Un facteur important à prendre en compte dans la région est la présence de bandes de hooligans dans le domaine sportif, et principalement dans le football <sup>(11)</sup>. Ces bandes ont une forte inclination à la violence, et le culte qu'elles vouent à la force physique, à la violence et à la hiérarchie font d'elles, pour l'extrémisme violent de droite, un milieu intéressant dans lequel recruter de nouveaux membres. Par ailleurs, de nombreuses études sociologiques mettent en évidence leur orientation politique de droite, nationaliste et xénophobe <sup>(12)</sup>, ce qui renforce encore l'importance et la puissance de l'extrémisme violent de droite dans la région. Parallèlement, il convient de noter que les hooligans sportifs (principalement dans le domaine du football et des arts martiaux mixtes) entretiennent non seulement des relations avec l'extrémisme violent de droite <sup>(13)</sup> mais aussi avec le crime organisé <sup>(14)</sup>.
- **Traditions démocratiques récentes, tendances autoritaires et démocraties antilibérales.** La tradition démocratique de la région d'Europe centrale et de l'Est est très récente. Au cours de l'histoire moderne, de nombreux pays de la région ont été gouvernés par des monarchies non démocratiques, des régimes fondés sur des systèmes politiques totalitaires (fascisme, bolchevisme) et des régimes autoritaires locaux. Des traditions similaires perdurent encore aujourd'hui dans cette région, ce qui se traduit par la formation de régimes démocratiques antilibéraux <sup>(15)</sup>.
- **Mythes complotistes et désinformation.** Parmi les facteurs qui contribuent au succès grandissant des théories de complot dans la région figurent les faibles dépenses consacrées à la science et à l'éducation à l'époque post-soviétique, l'instabilité politique et militaire croissante aux abords immédiats des frontières de l'UE, les crises économiques répétées, la popularité des médias sociaux, l'influence d'acteurs extérieurs, ainsi que méfiance à l'égard de l'État. Ces théories du complot sont liées aux développements scientifiques (vaccination, 5G et COVID-19, etc.) et à ceux de nature politique (antisémitisme, homophobie, etc.) <sup>(16)</sup>.
- **L'influence de la Russie.** L'influence des services spéciaux et de la diplomatie russe sur la région est un facteur particulièrement important depuis l'invasion de l'Ukraine par les forces armées de la Fédération de Russie. Dès le début des années 2000, on avait pu constater de la part de la Fédération de Russie un soutien important aux extrémistes (violents) de droite et de gauche, dans un esprit d'« alliance des extrêmes » <sup>(17)</sup>. Actuellement, les pays de l'Est de l'UE présentent un intérêt particulier pour la Russie qui, pour déstabiliser la région sur le plan politique, soutient différents groupes politiques, souvent marginaux et violents, ainsi que des groupes contestataires de niche <sup>(18)</sup>. En conséquence, les sociétés de cette partie de l'UE sont particulièrement vulnérables à la désinformation et aux effets de la guerre de l'information, notamment aux fausses nouvelles, aux mythes complotistes ou au renforcement de la polarisation sociale par des acteurs extérieurs.

---

<sup>(9)</sup> Liger, Gutheil, *Right-wing extremism in the EU* (2022), pp. 31-33, 44-46, 49-51, 99-100, 131-133, 147-148.

<sup>(10)</sup> Ágh, *Declining Democracy in East-Central Europe – The Divide in the EU and Emerging Hard Populism* (2019).

<sup>(11)</sup> Carr, Parnell, Widdop, Power, Millar (Eds), *Football, Politics and Identity* (2021).

<sup>(12)</sup> Benedikter, Wojtaszyn, *Football politics in Central Eastern Europe: a symptom of growing anti-Europeanism and anti-globalization?* (2018).

<sup>(13)</sup> Claus, *Ihr Kampf. Wie Europas extreme Rechte für den Umsturz trainiert* (2020).

<sup>(14)</sup> Superwizjer TVN, "Posłuszeństwo wymusza, używając maczet i tasaków". *Kariera Olgierda L. z Trójmiasta* (2019).

<sup>(15)</sup> Krastev, *Eastern Europe's Illiberal Revolution: The Long Road to Democratic Decline* (2018).

<sup>(16)</sup> Astapova, Colăcel, Pintilescu, Scheibner (Eds), *Conspiracy Theories in Eastern Europe. Tropes and trends* (2021).

<sup>(17)</sup> Shekhovtsov, *Russia and the Western Far Right. Tango Noir* (2017).

<sup>(18)</sup> Ibid.

- **La proximité de la guerre en Ukraine.** L'intensification du conflit en Ukraine, qui dure depuis 2014, et la large participation de volontaires extérieurs aux pays directement impliqués dans le conflit armé <sup>(19)</sup> constituent un autre aspect qui contribue à l'intensification des tendances à la radicalisation dans la région et au renforcement des groupes extrémistes locaux. <sup>(20)</sup> L'entraînement au combat et la facilité avec laquelle on peut se procurer des armes, associés à un conflit armé, mettent en évidence la militarisation des pays de cette région, tout comme le nombre croissant de groupes paramilitaires et de survivalistes, et la tendance au renforcement des demandes visant à faciliter l'accès aux armes <sup>(21)</sup>. Cette situation a pour effet d'augmenter la menace immédiate présentée par les groupes armés extrémistes et la menace terroriste dans la région.
- **Faible niveau des activités mises en place par les gouvernements dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.** Les programmes de prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent mis en place par les gouvernements des pays d'Europe centrale et de l'Est sont souvent relativement modestes, et sous-dimensionnés par rapport au problème. Ceci est dû au peu de place accordé au problème de la radicalisation dans le discours scientifique local, à la forte influence du nationalisme sur les partis politiques de ces pays, ainsi qu'aux tendances antilibérales de la région. Dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, l'impression générale est qu'il existe des problèmes bien plus urgents que la prévention de l'extrémisme. La prévention ne bénéficie pas non plus de l'attention et des ressources qu'il faudrait dans d'autres domaines, comme dans les secteurs de la criminalité, de la délinquance juvénile, etc. En conséquence, les programmes menés de manière visible dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent sont peu nombreux voire inexistants.
- **Des ONG remplacent les gouvernements dans les activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.** Face au faible niveau d'activité des gouvernements régionaux en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, ce sont les ONG qui prennent principalement en charge les activités menées dans ce domaine. Les points de vue des personnalités du gouvernement et des fonctionnaires des institutions publiques (police, contre-espionnage, etc.) interrogés sont très différents de celui des ONG. Le premier groupe a tendance à considérer les problèmes extrémistes comme quasi inexistants dans leur pays ou limités à des cas isolés, alors que les praticiens et les chercheurs des ONG ont tendance à considérer l'extrémisme de droite violent comme un problème majeur et visible.

## Contexte supplémentaire spécifique au pays

Le contexte spécifique du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est dicté par la situation politique interne de certains des pays étudiés. Par exemple, certains pays sont relativement mal classés en matière de liberté de la presse <sup>(22)</sup>. Parallèlement, des niveaux élevés de polarisation et d'antilibéralisme peuvent être détectés dans certains pays, ainsi qu'une montée du nationalisme <sup>(23)</sup>. De plus, situées aux frontières de l'OTAN, dans le contexte de la guerre en Ukraine, la Pologne <sup>(24)</sup>, la Roumanie et la Slovaquie <sup>(25)</sup> sont particulièrement exposées aux effets de la guerre de l'information, de la désinformation et de l'apparition et de la prolifération des fausses nouvelles. Par ailleurs, les attaques qui visent la communauté LGBTQ+ se multiplient en Pologne <sup>(26)</sup> et en Slovaquie, cette dernière ayant fait face en 2022 à une attaque terroriste homophobe qui a fait deux morts <sup>(27)</sup>. La Croatie reste marquée par l'héritage de la guerre des Balkans dans les années 90. Le conflit a laissé de nombreuses traces dans cette région d'Europe, tant dans les relations interethniques que dans la façon d'aborder des questions telles que le nationalisme, la xénophobie, la violence politique et l'extrémisme <sup>(28)</sup>. Dans des pays comme la Bulgarie, la Hongrie, la

---

<sup>(19)</sup> Rękawek (Ed.), *Western extremists and the Russian invasion of Ukraine in 2022* (2022).

<sup>(20)</sup> Rękawek, *Foreign Fighters in Ukraine. The Brown-Red Cocktail* (2022).

<sup>(21)</sup> Kahn, Koper, Muller, *Insight: Weapons industry booms as Eastern Europe arms Ukraine* (2022).

<sup>(22)</sup> No author, *Media Freedom: Few Good Stories to Tell* (2020); DAN, *Polska spadła na 66. pozycję w rankingu wolności mediów. Najgorszy wynik w historii* (2022).

<sup>(23)</sup> Tworzecki, *Poland: A Case of Top-Down Polarization* (2019); Kubas, *Illiberal Democracy in the Comparative Analysis of Hungary and Poland* (2021); Lugosi, *Radical right framing of social policy in Hungary: between nationalism and populism* (2021); et Jaskulowski, Majewski, *Populist in form, nationalist in content? Law and Justice, nationalism and memory politics* (2022).

<sup>(24)</sup> Kozłowski, *Disinformation in Poland on the war in Ukraine* (2022).

<sup>(25)</sup> Cholewa, Grzesiczak, Tomaszewska, *Ukrainian refugees and disinformation: situation in Poland, Hungary, Slovakia and Romania* (2022).

<sup>(26)</sup> Sans auteur, *Annual review of the human rights situation of lesbian, gay, bisexual, trans and intersex people in Europe and Central Asia 2022* (2022).

<sup>(27)</sup> Rose, *The Bratislava Attacks: Insights from the Shooter's Manifesto* (2022).

<sup>(28)</sup> Polic, *Three Decades On, War's Legacy Still Overshadows Croatia* (2021).



République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie, l'exclusion sociale touche encore une grande partie des minorités ethniques, c'est-à-dire les Roms. Ils constituent une part importante de la population vivant à la limite ou sous le seuil de pauvreté, et un pourcentage important des détenus <sup>(29)</sup>. Certains entretiens ont mis en évidence l'influence du clergé (principalement catholique) et de la société civile parrainée par l'Église dans différents pays (surtout en Croatie et en Pologne) et la polarisation de la société (surtout en Croatie, en Hongrie et en Pologne). Les pays de superficie plus réduite et moins peuplés, comme la Lituanie et la Slovaquie, ne subissent pratiquement pas de pressions extrémistes et leurs organisations ne s'y développent pas, d'après les praticiens de ces pays. Les principaux problèmes rencontrés dans ces pays sont plutôt les discours de haine et les fausses nouvelles.

## Activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en Europe centrale et de l'Est – Présentation générale

### Activités liées à l'éducation

Pour résumer la situation, les projets et activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans le domaine des activités éducatives menées en Europe centrale et de l'Est sont divisés en deux types : ceux qui sont menés en ligne et les autres, menés en personne. Ceux du premier type dominent clairement. Cette situation est notamment due, bien entendu, au fait qu'Internet est devenu un des principaux espaces de recrutement, de radicalisation, de désinformation et de diffusion de fausses nouvelles. En même temps, on peut se demander pourquoi si peu de projets et d'activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont menés dans un autre espace important de la lutte contre le processus de radicalisation et de la propagation d'opinions extrémistes, à savoir dans les établissements d'enseignement. C'est une question qui devrait être posée aux institutions publiques qui supervisent l'éducation dans les pays d'Europe centrale et de l'Est.

Quoi qu'il en soit, les activités éducatives menées en Europe centrale dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent ont principalement lieu en ligne. Elles consistent le plus souvent à aider les jeunes et les autres participants à mieux résister aux messages extrémistes et radicalisants ainsi qu'aux discours de haine, à renforcer leur pensée critique et à améliorer la culture numérique des enseignants et des jeunes dans les écoles, ainsi que celle des parents. On peut citer en exemple le projet bulgare Safer Internet Center, qui s'attaque à tous les dangers en ligne, et en particulier ceux auxquels sont exposés les enfants et les jeunes. Il gère aussi un service d'urgence en ligne <sup>(30)</sup>. On peut aussi citer la Media Literacy Coalition Bulgaria, qui a organisé de nombreuses formations et activités de sensibilisation s'adressant à différents groupes cibles <sup>(31)</sup>.

Les jeunes d'aujourd'hui vivent dans des conditions économiques et financières difficiles. Ils ont du mal à trouver un emploi et, lorsqu'ils en trouvent un, leurs conditions de travail sont souvent médiocres. L'impossibilité d'être indépendant des parents est un problème de plus en plus répandu, et parfois les parents eux-mêmes pensent que les jeunes ne sont pas assez mûrs pour avoir leur propre opinion. Par conséquent, les jeunes se tournent vers Internet, qui leur permet d'accéder à de nouvelles perspectives et à un monde de connaissances. Avec l'avènement d'Internet, la radicalisation en ligne a gagné du terrain à mesure que les jeunes ont pris l'habitude de se fier aux sources en ligne pour leurs recherches et pour faire leur propre éducation, alors qu'une grande partie du contenu est de plus en plus biaisée et que les algorithmes continuent d'alimenter des contenus limites ou extrémistes. Il ne s'agit là que quelques-uns des facteurs susceptibles de déclencher une crise identitaire chez les jeunes, qui peut, elle aussi, provoquer un basculement dans la radicalisation. Pour toucher les jeunes, notamment en ligne, il semble important de s'appuyer sur l'expérience acquise dans le cadre de plusieurs programmes menés dans les pays d'Europe

---

<sup>(29)</sup> Čada, *Social Exclusion of the Roma and the Czech Society* (2012).

<sup>(30)</sup> Site Web de Safer Internet Center Bulgaria, <https://www.safenet.bg/en>

<sup>(31)</sup> Site Web de Media Literacy Coalition Bulgaria, <https://gramoten.li/about-us>

centrale et de l'Est qui prennent en compte la spécificité de la langue et les expériences quotidiennes des enfants et des adolescents.

Plusieurs programmes menés combinent les éléments les plus importants des bonnes pratiques en place dans le travail auprès des jeunes. On peut citer en exemple le programme YouthRightOn mené par le Bulgarian Center for the Study of Democracy, créé dans le but de renforcer la résilience face aux messages d'extrême droite diffusés en ligne. Les médias sociaux (Facebook, Instagram, YouTube, Vbox) ont été utilisés pour les besoins du projet, afin d'élaborer une enquête en ligne et pour constituer des groupes cibles (dans le groupe qui allait bénéficier du programme). Ce travail a permis d'inclure les connaissances et le point de vue des étudiants eux-mêmes dans la construction du programme. Ensuite, une analyse des discours extrémistes radicalisants les plus populaires dans les médias sociaux a été réalisée et des récits alternatifs ont été formulés pour essayer de contrer ces discours. Des recherches similaires ont été menées dans le cadre du projet croate « With Education against Radicalization » mené par la Faculté des sciences politiques en 2022 <sup>(32)</sup>.

Dans une activité de ce type destinée aux jeunes, il était également intéressant d'utiliser des moyens permettant d'entrer en contact avec eux en s'appuyant sur des méthodes et des vecteurs qu'ils connaissent et utilisent au quotidien, par exemple en recrutant des influenceurs, à travers des vidéos, des bandes dessinées et des jeux. Grâce au projet YouthRightOn mené en Bulgarie, des cours ont également été organisés dans 70 écoles. Pour que ces programmes soient efficaces, il est particulièrement important de renforcer les activités en ligne menées parallèlement à celles de la vie quotidienne réelle, dans la mesure où les activités en ligne elles-mêmes ont tendance à se retrouver « noyées » dans la masse des informations qui circulent chaque jour sur Internet. Ceci contribuera à ce que les connaissances arrivent jusqu'aux jeunes et à ce qu'ils s'intéressent à leurs sources. Malheureusement, en dépit de l'intérêt présenté par cette approche, le programme et le site Web ont été abandonnés.

Dans les régions où les tensions ethniques sont fortes, il est extrêmement important de prendre des mesures pour éviter cette situation et de mettre un terme le plus tôt possible au processus de radicalisation. D'où le rôle important joué par les écoles. On peut citer, comme exemple de projet faisant le lien entre le secteur non marchand et le gouvernement, le projet d'éducation interculturelle sur le thème « Patrimoine culturel et spirituel de la région » <sup>(33)</sup>, mis en œuvre en Croatie à l'école primaire publique de Dalj (Osnovna škola Dalj). Il a pour but d'améliorer les relations sociales au sein de la Croatie post-conflit et de familiariser les enfants issus de différentes communautés multiethniques à la culture et aux coutumes des « autres ».

L'école continue de dispenser un enseignement différent à la minorité serbe, en serbe et en écriture cyrillique, une pratique qui figurait parmi les exigences à la réintégration pacifique de cette minorité à la fin de la guerre. Cela signifie que les enfants des deux groupes ethniques (des Croates et des Serbes âgés de 11 à 15 ans, de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>) passaient la plus grande partie de leur temps dans des écoles différentes. Les Croates et les Serbes n'ont quasiment eu aucun contact entre 1991 et 1998. Les proches ou grands-parents des adolescents d'aujourd'hui ont souvent été dans des camps opposés pendant la guerre. Par conséquent, un fort sentiment de méfiance perdure. Face à ce constat, le CSHR a lancé une nouvelle pratique permettant aux élèves de différents groupes ethniques de coopérer dans le cadre d'une activité commune. Les enfants étant souvent confrontés au nationalisme à la maison, il était important de les amener à revoir leur perception des « autres ». Ceci aidera alors à prévenir la radicalisation future. Des thèmes très divers ont été abordés : communication, tradition et coutumes, histoire locale, stéréotypes, préjugés, identité, etc. Les résultats et réalisations du processus éducatif utilisé dans le projet sont principalement d'encourager la tolérance, d'apprendre à connaître la culture des autres groupes ethniques et de prévenir les comportements violents et extrémistes. Un ensemble de manuels, ainsi que des brochures et un DVD intitulé « Will you say hi to me on the bus? », ont été produits dans le cadre d'un projet mené dans un lycée.

Ce projet et le cours donné en classe dans ce domaine constituent un pas dans la bonne direction, mais illustrent aussi les difficultés rencontrées par les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Dans la région, les éléments de lutte contre la radicalisation ont dû être intégrés à une autre matière. Par ailleurs, les acteurs impliqués au niveau des autorités l'étaient à l'échelle régionale, et non nationale. C'est souvent le cas dans les pays d'Europe centrale

---

<sup>(32)</sup> Site Web du programme With Education against Radicalisation, <https://www.novinarz.online/radikalizacija-mladih.html>

<sup>(33)</sup> Site Web du programme Éducation interculturelle à travers le sujet CSHR – « Héritage culturel et religieux de la région », <https://www.congress-intercultural.eu/fr/initiative/219-intercultural-education-through-the-subject-cultural-and-spiritual-heritage-of-the-region-cshr-.html>

et de l'Est, où les autorités régionales et locales portent un regard plus positif sur les projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent que les autorités centrales.

## Soutien familial et travail auprès des jeunes

Un résultat surprenant de l'examen des bonnes pratiques et des programmes menés ces dernières années dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent dans les pays d'Europe centrale et de l'Est est la présence limitée, dans l'ensemble étudié, des activités pouvant être directement considérées comme du soutien familial ou du travail auprès des jeunes. Si de nombreuses activités menées dans la région pourraient être qualifiées de « travail auprès des jeunes », aucune n'est spécialement liée à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent, quel que soit le niveau de prévention. Bien que ce document se concentre sur les approches de prévention primaire, il est intéressant de constater que même des approches courantes de prévention tertiaire que l'on trouve aujourd'hui dans de nombreux pays, comme les programmes EXIT, n'ont pas pu être identifiées dans la plupart des pays. Ce n'est qu'en Slovaquie qu'un programme EXIT classique (intitulé Mládež Ulice) est en place. Des activités similaires sont organisées par la fondation CODEX en Pologne. Cet aspect devrait être renforcé dans la région afin d'encourager les processus de déradicalisation des extrémistes. Ceci renforce aussi généralement les approches de prévention secondaire et primaire, par le biais de mesures associées (par exemple, conseil aux familles ou institutionnel), proposées par des professionnels expérimentés de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

## Campagnes de sensibilisation et de communication

Les campagnes de sensibilisation et de communication menées dans les pays d'Europe centrale et de l'Est dépassent le cadre des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. On peut trouver dans la région des projets qui luttent contre les discours de haine et la désinformation, et pas uniquement contre la radicalisation en elle-même. Certaines organisations n'indiquent pas ouvertement que leur activité s'inscrit dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et ne veulent pas non être perçues comme telles. Ceci est dû au fait que, pour de nombreuses personnes, la radicalisation a une connotation très négative, qu'elle est très souvent associée à l'extrémisme religieux et est considérée comme une prérogative des acteurs du renseignement et de la sécurité.

On trouve des exemples d'activités plutôt axées sur le discours de haine ou sur la lutte contre la désinformation dans toute l'Europe centrale et de l'Est. Ces activités concernent la lutte contre la discrimination ou les discours de haine visant la communauté LGBTQ+ et les minorités ethniques et religieuses. Elles tentent d'être plus visibles auprès de ces groupes dans le discours public et d'élaborer des contre-discours aux théories du complot ou aux fausses nouvelles concernant ces groupes. Ces projets incluent souvent de nombreux événements hors ligne tels que des spectacles humoristiques, des petits-déjeuners, des ateliers de réalité virtuelle pour les personnes âgées et des expositions d'art contemporain dans les espaces publics des villes et villages de la région.

Très souvent, de tels projets sont l'œuvre d'ONG spécialisées, telles que des organisations communautaires LGBTQ+, comme Bulgarian Bilits et GLAS ou la Campagne polonaise contre l'homophobie, Lambda ou Trans-Fuzja. Ils se concentrent sur la lutte contre l'homophobie et les discours de haine et soutiennent la tolérance, la démocratie, les droits de l'homme, etc., et travaillent souvent avec d'autres groupes minoritaires de leur pays. On peut citer comme exemple d'une telle alliance deux campagnes bulgares contre le discours de haine, mises en place par des organisations LGBTQ+ (Bilits, GLAS), l'Organisation des Juifs de Bulgarie « Shalom » et la section bulgare de l'Association des journalistes européens <sup>(34)</sup> – « WHAT IS BEHIND THE WORDS OF HATE? » et « Not Just Words » <sup>(35)</sup>.

Le KPH polonais, de son côté, mène des actions dans des écoles, comme Tęczowy Piątek <sup>(36)</sup> (« Vendredi arc-en-ciel ») ou des cours apprenant à lutter contre la discrimination. Cette première action a pour but de montrer qu'une école offre un lieu sûr et agréable à chaque jeune, quelle que soit son orientation sexuelle,

---

<sup>(34)</sup> Site Web de la campagne КАКВО СТОИ ЗАД ДУМИТЕ НА ОМПАЗА?, <https://helphate.bg>

<sup>(35)</sup> Site Web de la campagne Not Just Words, <https://glasfoundation.bg/en>

<sup>(36)</sup> Site Web de la campagne Tęczowy piątek, <https://teczowypiatek.org.pl>

son identité de genre ou ses caractéristiques de genre. Pour cela, elle fait en sorte que soient donnés à l'école par les enseignants des cours sur la tolérance et les problématiques de la communauté LGBTQ+. Ce travail peut consister à poser une affiche annonçant l'action et à organiser des ateliers ou des discussions avec des personnes confrontées à un problème d'agressivité et d'intolérance. Des cours de lutte contre la discrimination, similaires aux projets bulgares, sont également mis en place conjointement / en collaboration avec d'autres groupes minoritaires, notamment avec des minorités religieuses et ethniques, des organisations de personnes en situation de handicap ou des migrants. Le but est ainsi de rendre les élèves plus sensibles aux problèmes rencontrés par ces groupes et d'éviter l'apparition ou la propagation de discours de haine à leur rencontre.

De nombreuses formes d'action menées dans la région ont pour objectif de lutter contre les discours de haine et de nombreux regroupements ou partenaires sont là pour aider les professionnels à organiser ces activités. Parfois, ces professionnels travaillent déjà dans ce domaine, comme c'est le cas d'événements tels que le festival du film tchèque One World of People in Need <sup>(37)</sup> ou le festival polonais Millennium Docs Against Gravity <sup>(38)</sup>. Certains musées constituent aussi de bons partenaires dans le cadre de ces activités, comme le Musée Polin de l'histoire des Juifs polonais, le Musée juif de Prague <sup>(39)</sup> et le Musée de la culture Rom de Brno <sup>(40)</sup>. Dans les grandes villes de nombreux pays de la région, des centres multiculturels gérés par les autorités locales ou des ONG, ou leurs regroupements, sont également créés (par exemple en Pologne, à Gdańsk <sup>(41)</sup>, Wrocław <sup>(42)</sup> et Varsovie ; en République tchèque, à Prague <sup>(43)</sup> ; en Slovaquie, à Bratislava, etc.). Dans ces lieux, les praticiens peuvent plus facilement trouver des alliés et des partenaires pour mettre en œuvre des projets plus modestes. Il est aussi utile d'essayer d'obtenir de l'aide de la part des agences ou des institutions gouvernementales spécialisées d'un pays donné, comme l'Agence tchèque pour l'inclusion sociale <sup>(44)</sup>. Elles sont souvent douées de bonnes intentions mais manquent de dynamisme ou d'idées pertinentes, ce qui n'est pas le cas des ONG.

Pour lutter contre la désinformation, les discours de haine et les fausses nouvelles et pour favoriser l'éducation aux médias et la pensée critique, de nombreuses formations et initiatives éducatives, campagnes, associations de journalistes, telles que l'Association des journalistes européens, et ONG spécialisées dans ces activités constituent souvent un allié important pour les praticiens. Parmi ces organisations figurent la version lituanienne de Debunk.org <sup>(45)</sup>, Civic Resilience Initiative <sup>(46)</sup>, Media4Change <sup>(47)</sup> et Res Publica <sup>(48)</sup>, la fondation polonaise Panoptykon <sup>(49)</sup> et l'association Demagog <sup>(50)</sup>, ainsi que le projet tchèque HateFree Culture <sup>(51)</sup>. Elles mènent souvent des campagnes de communication et organisent des événements de formation ainsi que des programmes éducatifs.

Parmi les activités plus classiques menées dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, en matière de « sensibilisation » à la radicalisation et à l'extrémisme, il convient également de mentionner le rapport slovaque « Online Extremism in Slovakia: Actors, Topics, Platforms & Strategies » de l'Institute for Strategic Dialogue, l'ouvrage Czech Hrozba Radikalizace (« The threat of radicalisation ») <sup>(52)</sup> et le projet slovène RadCePro. Dans ces documents, les chercheurs ont étudié l'ensemble du pays et identifié les groupes radicaux ainsi que les groupes vulnérables, pour essayer de comprendre et de décrire les vecteurs et les mécanismes de recrutement qui conduisent les individus à s'engager dans le processus de radicalisation. D'autres rapports similaires sont disponibles pour l'Europe centrale et de l'Est, également grâce au soutien d'entités telles que le Réseau de sensibilisation à la

---

<sup>(37)</sup> Site Web du festival du film One World of People in Need, <https://www.jedensvet.cz>

<sup>(38)</sup> Site Web du festival du film Millennium Docs Against Gravity, <https://mdag.pl/20/pl/warszawa/homepage>

<sup>(39)</sup> Site Web du Musée juif de Prague, <https://www.jewishmuseum.cz>

<sup>(40)</sup> Site Web du Musée de la culture rom, <https://www.rommuz.cz/cs>

<sup>(41)</sup> Site Web de Centrum Wsparcia Imigrantów i Imigrantek: CWII, <https://cwii.pl>

<sup>(42)</sup> Page de fan de Miejsce Otwarte – Centrum Integracji Międzykulturowej sur Facebook, <https://www.facebook.com/MiejsceOtwarteWroclaw>

<sup>(43)</sup> Site Web du Centre multiculturel de Prague, <https://mkc.cz/en/about>

<sup>(44)</sup> Site Web de l'Agence pour l'inclusion sociale, <https://www.socialni-zaclenovani.cz>

<sup>(45)</sup> Site Web de Debunk.org, <https://www.debunkeu.org>

<sup>(46)</sup> Site Web de Civic Resilience Initiative, <https://cri.lt/#projects>

<sup>(47)</sup> Site Web de Media4Change, <https://www.media4change.co>

<sup>(48)</sup> Site Web de Res Publica <https://en.respublica.lt>

<sup>(49)</sup> Site Web de Panoptykon, <https://panoptykon.org>

<sup>(50)</sup> Site Web de Demagog, <https://demagog.org.pl>

<sup>(51)</sup> Site Web du projet HateFree Culture, <https://www.hatefree.cz/o-hatefree>

<sup>(52)</sup> Site Web du projet Hrozba Radikalizace, <https://www.fbmi.cvut.cz/cs/fakulta/pracoviste/kzooo-informace/datekce-radikalizace>

radicalisation (RAN), le Central European Digital Media Observatory (CEDMO) <sup>(53)</sup> et le projet Dialogue about Radicalisation and Equality (DARE) <sup>(54)</sup>.

## Formations des praticiens et renforcement de capacité

On peut conclure, suite à l'étude, qu'en Europe centrale et de l'Est, les formations destinées aux praticiens dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent s'adressent principalement aux enseignants des écoles primaires et secondaires, à l'administration publique, aux autorités régionales et aux forces de police. C'est à eux que sont destinés la plupart des projets et des formations dans ce domaine, et ce sont eux que les autorités nationales ou régionales d'Europe centrale et de l'Est semblent considérer comme essentiels au renforcement de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Ce point est clairement démontré par les exemples issus de Croatie, de Pologne et de Roumanie. Ces projets sont mis en œuvre par différentes entités, ONG, institutions de l'État ou entités multisectorielles.

Parmi eux figurent les projets croates « Against Hate » et « Facts again hate » <sup>(55)</sup> organisés à l'intention des agents des forces de l'ordre. Ils contiennent des bonnes pratiques qui permettent d'identifier les actes de haine et de les prévenir. Leur prolongement s'adressait aussi aux enseignants qui ont également été formés aux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de crimes de haine. Il leur a aussi été fourni des informations sur les discours de haine et sur la manière de les aborder. Il est important de noter que ces programmes comportaient une dimension transnationale, grâce au travail des équipes qui a conduit à la rédaction d'un manuel adapté à trois pays : la Slovénie, la Serbie et la Croatie. Plusieurs programmes croates étaient eux aussi multidimensionnels. L'un d'eux consistait à renforcer les compétences des services de sécurité de l'État, des employés de l'administration publique et des centres de recherche et de développement et à améliorer leur coopération dans le domaine de la sécurité nationale. L'autre avait pour but de renforcer les systèmes de justice pour mineurs dans le contexte de la lutte contre le terrorisme à travers le renforcement de capacité et l'apprentissage par les pairs entre les parties prenantes. Le premier visait à aider l'administration publique à reconnaître et à lutter plus efficacement contre les menaces terroristes et asymétriques en s'appuyant sur les expériences puisées dans le monde entier. Le deuxième s'adressait aux employés du système de justice des mineurs.

Le programme de la police consistant à prévenir la radicalisation des jeunes sur Internet en les sensibilisant aux principaux biais cognitifs (PRECOBIAS) <sup>(56)</sup> a une couverture géographique plus large, mesurée par le Fonds pour la sécurité intérieure de l'UE. Préparé par des chercheurs et des praticiens de six pays, le programme est disponible en huit langues et a été mis en œuvre dans plusieurs pays d'Europe en coopération avec des syndicats d'enseignants et des autorités locales. Le projet avait pour objectif d'aider à prévenir durablement la radicalisation des jeunes en les immunisant contre les contenus extrémistes sur Internet. Les activités avaient donc pour but d'aiguiser leur pensée critique et de leur apprendre à mieux utiliser les médias en ligne. L'accent était mis sur l'examen des biais cognitifs, communs à tous, qui peuvent entraîner une plus grande vulnérabilité à la radicalisation en ligne. Dans le cadre du projet, une campagne en ligne a été menée. Son but était de sensibiliser les jeunes à la façon dont certaines erreurs cognitives (par exemple le biais d'autorité, le biais de confirmation, le biais rétrospectif positive, l'effet de groupe) peuvent conduire à adhérer plus facilement aux contenus extrémistes de plus en plus largement disponibles en ligne. La campagne s'adressait aux jeunes qui, pour diverses raisons, pourraient être exposés à des contenus radicalisants sur les réseaux sociaux et sur d'autres plateformes en ligne. Des manuels ont aussi été élaborés en collaboration avec un groupe de praticiens (enseignants, psychologues, etc.) qui travaillent au quotidien avec les jeunes. Ces manuels s'appuient sur des conseils sur la façon dont ils peuvent utiliser leur connaissance des biais cognitifs dans leur travail pour renforcer l'esprit critique des jeunes et éviter qu'ils ne se radicalisent.

En Pologne, d'autres projets similaires de portée et objectifs légèrement plus modestes ont aussi été proposés aux enseignants : la Formation du personnel des écoles primaires et secondaires polonaises visant à renforcer la sécurité et à prévenir la radicalisation » <sup>(57)</sup>, le projet tchèque de Programme éducatif

---

<sup>(53)</sup> Réseau CEDMO, <https://cedmohub.eu/pl>

<sup>(54)</sup> Projet DARE, <https://cordis.europa.eu/project/id/725349/fr>

<sup>(55)</sup> Site Web de Centar za Mirovne Studije, <https://www.cms.hr/en>

<sup>(56)</sup> Site Web du projet PRECOBIAS, <https://www.precobias.eu>

<sup>(57)</sup> Site Web de l'Institute of Social Safety, <https://www.fundacjaibs.pl/projekty-i-wiedza>

JSNS pour les personnes dans le besoin <sup>(58)</sup>, et le document « Combattre la discrimination en classe – un guide pour les enseignants », en Roumanie. Tous ces projets ont proposé à l'ensemble du personnel des écoles (directeur, enseignants, personnel administratif) une série d'ateliers qui établissaient un lien entre les sujets en rapport avec les discours de haine et ceux ayant trait à la radicalisation. Le but était ainsi de mieux les sensibiliser et d'améliorer leur capacité à identifier, contrer et signaler les cas de haine et de radicalisation dans les écoles. De manière générale, le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent mené avec les écoles pose les bases nécessaires à une collaboration de meilleure qualité avec l'ensemble de la communauté locale (parents, police locale, fonctionnaires locaux, travailleurs sociaux et de terrain, etc.) et à la constitution d'un groupe de travail interinstitutionnel local.

## Implication de la communauté

Les pays de l'ancien bloc de l'Est ont souvent des difficultés à mobiliser les communautés locales dans des domaines autres que les problèmes économiques, logistiques ou écologiques immédiats. C'est la raison pour laquelle, dans cette région, les départements chargés d'impliquer les communautés dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sont peu représentés dans cette étude. On peut distinguer deux orientations principales dans les activités mises en place par les entités chargées d'impliquer la communauté au sens large dans la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation. Ces efforts consisteront surtout à aider les victimes de violences et à encourager les communautés marginalisées à mettre un terme à la radicalisation. D'autres activités auront aussi pour but de protester contre la présence d'extrémistes ou de groupes de personnes radicalisées au sein de cette communauté. On peut citer en exemple deux activités de ce type : le programme tchèque « Monitoring Hate Crime against Roma with Mentors » <sup>(59)</sup> et l'initiative populaire slovaque « Not in Our Town (NIOT) » <sup>(60)</sup>.

L'objectif du projet de suivi des crimes de haine à l'encontre des Roms avec l'aide de mentors a été de mettre en place une surveillance et un suivi en s'appuyant sur la capacité des mentors roms à approcher les victimes roms d'incidents motivés par la haine. Ils ont ainsi pu gagner leur confiance et les mettre en relation avec les professionnels concernés, qui fournissent des services d'experts (soutien juridique, soutien psychologique, etc.) afin d'éviter la radicalisation réciproque et les crimes de haine réciproques en réaction à l'attaque. La proximité ethnique et culturelle des mentors avec les bénéficiaires facilite l'établissement d'une relation de confiance et facilite l'approche. Selon le cas, ils peuvent être mis en relation avec l'organisation partenaire (In IUSTITIA) qui dispense une aide juridique aux victimes de crimes de haine. Le coordinateur régional communique également avec les autres membres de la communauté locale pour éviter les situations susceptibles de déboucher sur des incidents motivés par la haine.

Le mouvement populaire NIOT, dans la ville slovaque de Banská Bystrica, illustre une autre tendance du travail mené pour renforcer l'implication de la communauté. L'élection à la tête de l'autorité régionale d'un extrémiste qui a ensuite été condamné pour avoir utilisé des symboles néo-nazis <sup>(61)</sup>, a suscité une forte résistance de la part des membres de la communauté locale. Ils se sont organisés en mouvements populaires pour protester contre le phénomène de radicalisation qui monte en puissance dans leur région. Ils ont aussi commencé à mettre en place un réseau de coopération fondé sur des valeurs positives telles que la tolérance, l'amitié, le respect et l'amour, sans s'engager dans une bataille politique à l'encontre du nouveau dirigeant régional extrémiste. Le but était d'essayer de montrer que la participation de la population peut contribuer à rompre l'apathie civique et à inciter la communauté locale/régionale au sens large à s'impliquer dans des activités de résistance au fascisme, au racisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie et à toute forme d'intolérance. Parmi toutes les activités organisées, au moins deux activités à long terme peuvent être mentionnées : Schools for Democracy et Human Forum. Schools for Democracy est un programme lancé à l'initiative du NIOT. Quinze écoles (primaires et secondaires) de la région de Banská Bystrica participent maintenant au programme. Le programme comprend des ateliers de pensée critique, un

---

<sup>(58)</sup> Site Web de JSNS Educational Programme of People in Need, <https://www.jsns.cz/en/home>

<sup>(59)</sup> Site Web du projet Monitoring Hate Crime against Roma with Mentors, <https://www.congress-intercultural.eu/en/initiative/136-romanlar%C4%B1-hedef-alan-nefret-suclar%C4%B1n%C4%B1-rehberler-ile-gozleme----prag-----cek-cumhuriyeti.html>

<sup>(60)</sup> Bitušíková, Chorvát, *Not in our town – NIOT Slovakia* (2018).

<sup>(61)</sup> Voir par exemple : The Slovak Spectator, 'Kotleba accused of extremism, faces losing mandate', 31/07/2017, <https://spectator.sme.sk/c/20615664/kotleba-accused-of-extremism-faces-losing-mandate.html> ; Euronews, 'Slovakian far-right leader loses mandate as MP over neo-Nazi symbols, court decides', <https://www.euronews.com/2022/04/05/slovakian-far-right-leader-loses-mandate-as-mp-over-neo-nazi-symbols-court-decides>, 05/04/2022.

projet pilote sur les valeurs (mesure des valeurs avant et après les activités éducatives) et des « bibliothèques vivantes ». Dans ce contexte, les bibliothèques vivantes se sont révélées être la forme d'éducation informelle la plus efficace. Elles reposent sur la participation d'un volontaire du NIOT issu d'un groupe marginalisé (juif, rom, LGBTQ+, ancien néo-nazi, etc.) qui intervient dans une classe et raconte son histoire aux élèves <sup>(62)</sup>.

## Coopération et partenariats entre différentes parties prenantes (locales et nationales)

Les coopérations entre les différentes parties prenantes sont l'aspect le plus délicat des activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Toutefois, ce sont aussi ces collaborations qui ont le plus fort impact social. Le plus souvent, ces projets s'appuient sur la coopération entre des ONG, des institutions gouvernementales ou locales et des praticiens. Ils élaborent divers programmes, approches et bonnes pratiques dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Ils essaient ainsi d'arriver jusqu'aux causes de la radicalisation et de remédier à ses symptômes aussi largement que possible par le biais d'une coopération multidirectionnelle et multisectorielle. Le modèle collaboratif aide aussi les praticiens à améliorer leur résilience face à la polarisation et à la radicalisation dans l'environnement local et à protéger les groupes les plus vulnérables de ces phénomènes.

Le projet polonais « CHAMPIONS » est un excellent exemple d'activité de ce type. Le projet avait pour principal objectif de constituer le premier groupe opérationnel local de Pologne dédié à la prévention et à la lutte contre la radicalisation (dans la ville de Dąbrowa Górnicza) et de soutenir son fonctionnement. Son travail était complété, entre autres, par une série de formations et de réunions. Il offrait aussi la possibilité d'utiliser une plateforme en ligne qui facilitait la coopération entre praticiens et experts dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la radicalisation. Dans le cadre du projet, une série de formations a été organisée pour le groupe opérationnel local mentionné plus haut, avec notamment l'introduction d'une formation dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la radicalisation. Celle-ci s'adressait aux membres des différentes entités de la structure municipale (éducation, communication sociale, transports, etc.) et aux travailleurs sociaux. Une autre série de formations (avec ateliers) assurait le transfert de connaissances et renforçait les compétences dans le domaine de la coopération intersectorielle au niveau local dans le but d'élaborer conjointement des solutions locales efficaces.

Une approche légèrement différente a été proposée par les créateurs du projet « MONITOR Countering Radicalization in Central and Southeast Europe through a Radicalization Monitoring Tool » mis en place par le Bulgarian Center for the Study of Democracy. Le projet avait pour but de développer deux instruments de suivi destinés aux institutions de Bulgarie, de République tchèque et de Grèce peu familières avec la lutte contre la radicalisation. Le travail était donc axé sur la fourniture d'outils qui permettraient aux institutions d'évaluer les risques, d'améliorer la sensibilisation de base et d'identifier les domaines d'intervention prioritaires. Ces efforts ont permis de poser les bases d'un travail de prévention et de coopération interinstitutionnelles. Le Framework of Radicalization Risk Indicators a étudié les approches et les outils existants qui identifient, suivent et évaluent la radicalisation en Europe et ailleurs. Il a ensuite apporté un cadre conceptuel d'indicateurs de risque et de vulnérabilité à la radicalisation ainsi qu'un guide facilitant leur interprétation. Ces efforts ont servi de base au développement de mécanismes d'alerte précoce destinés aux praticiens de première ligne des pays dans lesquels aucune politique spécifique de prévention et de lutte contre la radicalisation n'est en place. Le guide est destiné aux décideurs nationaux et européens, ainsi qu'aux praticiens directement impliqués dans la prévention de la radicalisation dans les pays d'Europe centrale et de l'Est et ailleurs. Un des aspects clés du programme était d'assurer une bonne coopération avec le gouvernement. Un questionnaire d'évaluation des risques basé sur le cadre d'indicateurs a été élaboré pour le ministère bulgare de l'Intérieur, afin d'être utilisé en interne par les forces de police.

Dans les faits, l'approche Situational Assessment of Extremist Trends a été développée dans le cadre du projet « MONITOR » mentionné plus haut. Il s'agit d'un instrument de collecte et d'analyse systématiques de données statistiques, de données en libre accès et de renseignements sur les acteurs et les activités extrémistes. Il est utilisé par les institutions chargées de l'application de la loi et du renseignement pour élaborer des rapports de situation réguliers sur la propagation, la nature et les tendances de l'extrémisme et

---

<sup>(62)</sup> Ibid.

du radicalisme violent. Basé sur des données statistiques (indicateurs de base), l'outil capture les principales manifestations violentes et non violentes de l'extrémisme, tandis que la composante (qualitative) ajustable (indicateurs complémentaires) autorise une analyse approfondie de tous les aspects pertinents du phénomène spécifique étudié dans le contexte national. L'applicabilité de la méthodologie d'évaluation de la situation a été testée dans trois pays d'Europe centrale et du Sud-Est (Bulgarie, Tchéquie, Grèce). Des études nationales pilotes ont été menées dans chaque pays. Elles ont permis d'évaluer la collecte de données et la capacité d'analyse de toutes les institutions nationales concernées. Elles ont permis de disposer d'examen des tendances extrémistes identifiées à partir des données disponibles. Elles ont aussi conduit à la formulation de recommandations pour améliorer les systèmes nationaux de collecte de données en vue de la préparation de rapports d'évaluation réguliers sur les tendances extrémistes.

Une coopération similaire entre des institutions publiques, des experts, des praticiens et des ONG a été mise en place en Roumanie dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'équipes multidisciplinaires dans le système pénitentiaire roumain et de séances de formation sur le phénomène de radicalisation, sous l'égide de la Stratégie de prévention de la radicalisation en milieu pénitentiaire. En 2015, par décision du directeur général de l'Administration pénitentiaire nationale, des équipes multidisciplinaires ont été constituées dans la plupart des unités du système pénitentiaire. Elles avaient pour mission d'améliorer la sensibilisation et la reconnaissance et d'élaborer une réponse aux menaces et aux incidents potentiellement liés à la radicalisation. Les équipes sont composées d'un agent du service concerné (ou du chef de la section de détention), d'un psychologue (ou d'un travailleur social en cas d'absence de psychologue) et d'un agent du service de prévention de la délinquance et du terrorisme. Les équipes ont suivi un processus d'apprentissage constitué de sessions de formation, de cours spécialisés en ligne et du matériel d'étude fourni par des agents de l'Administration pénitentiaire nationale.

Le projet de Séances de formation sur le phénomène de radicalisation, sous l'égide de la Stratégie de prévention de la radicalisation en milieu pénitentiaire peut être considéré comme un prolongement du précédent mais se concentre plus particulièrement sur la mise en œuvre des processus de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans des unités du système pénitentiaire qui ont déjà été sélectionnées. Huit unités pénitentiaires ont été choisies pour tester et établir le degré de pérennité de la forme de cours sélectionnée pour être dispensée au personnel pénitentiaire. Les sessions de formation ont été dispensées sur deux mois en 2019. Les informations ont été communiquées sous la forme de présentations PowerPoint et d'un support de cours physique destiné au personnel de première ligne. Depuis 2020, la formation dispensée à un rythme annuel a été délivrée dans toutes les unités pénitentiaires de Roumanie.

Toutefois, avant d'introduire des pratiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, il est important d'introduire des changements sur le plan légal, notamment en pénalisant les discours de haine, la discrimination ou les activités extrémistes. C'est dans cet esprit qu'a été mené le projet tchèque « Právem proti předsudkům »<sup>63</sup>. Les créateurs du projet se sont appuyés sur une étude réalisée sur des échantillons statistiques de la population, une analyse juridique et des conclusions pratiques basées sur des litiges stratégiques, en coopération avec le partenaire du projet. Ils ont commencé à préparer une proposition législative globale dans le but d'optimiser le statut et la protection des victimes de violences motivées par les préjugés (personnes LGBTQ+ et personnes en situation de handicap). La Slovaquie a mis en place un conseil « Výbor pre predchádzanie a elimináciu rasizmu, xenofóbie, antisemitizmu ». Cet organe a été créé par le gouvernement pour prévenir et éliminer le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme. Il permet à différents acteurs du gouvernement et de la société civile de se rencontrer et de coopérer. Actuellement, le conseil travaille à l'élaboration d'un cadre conceptuel visant à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme à l'horizon 2024.

## Résumé et conclusions

Le point commun entre tous ces projets était la lutte contre la désinformation et l'influence d'acteurs extérieurs. Ceux-ci contribuent à la déstabilisation politique, à la polarisation et à la radicalisation croissante, c'est-à-dire aux menaces qui affectent le processus de radicalisation de manière plus large, en tant

---

<sup>(63)</sup> Site Web du projet Právem proti předsudkům, <https://www.pravemprotipredskum.cz/language/en/about>



qu'élément d'un processus allant au-delà d'une simple tendance croissante à faire usage de la violence politique. Le renforcement de capacité, quant à lui, ne se limite pas aux individus. Il concerne aussi les forces de police régionales et locales dotées d'outils de lutte contre le processus de radicalisation. Il renforce l'immunité de l'organisme / État / gouvernement local à ce processus, en utilisant les ressources des institutions ouvertes à la coopération pour prévenir et contrer les processus de radicalisation.

La présentation générale révèle aussi une tendance intéressante dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Très souvent, les ONG remplacent l'État dans la mise en œuvre de stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Néanmoins, il est aussi important de noter qu'elles ont bâti un cadre de coopération avec les institutions publiques. Pour cela, elles sont allées à la rencontre de la police et des travailleurs sociaux avec leurs programmes éducatifs.

## Autres recommandations dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent dans la région

1. Il convient d'impliquer davantage les pays d'Europe centrale et de l'Est dans les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Ces efforts ne doivent pas se limiter aux activités « dures » de contre-espionnage ou de contre-terrorisme, mais s'étendre aux activités « douces » de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Le but est ainsi de renforcer la participation des communautés locales, de mieux faire connaître le problème de la radicalisation et, plus largement, de tisser des relations entre les ONG et les institutions publiques.
2. Encourager la mise en place de projets supplémentaires consacrés principalement à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent.
3. Multiplier les tentatives / renforcer le soutien apporté à l'élaboration de projets locaux liés aux communautés locales.
4. Renforcer les programmes de conseil en face à face (dans la prévention tertiaire, mais aussi aux intersections entre prévention primaire, secondaire et tertiaire) dans la région.
5. Élargir les activités primaires en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent pour les étendre au-delà du cadre scolaire. Pour cela, il peut être envisagé de développer aussi la coopération avec d'autres organismes publics tels que maisons pour tous, bibliothèques, musées, galeries, centres sociaux et clubs sportifs.
6. Augmenter et renforcer le travail dans les centres accueillant des délinquants juvéniles.
7. Améliorer la sensibilisation à l'importance de criminaliser et de poursuivre efficacement en justice les auteurs de discours de haine dans les pays d'Europe centrale et de l'Est dans lesquels aucune mesure de ce type n'est en place.
8. Augmenter le soutien et renforcer les activités multisectorielles.
9. Renforcer la coopération entre les autorités centrales et régionales et les ONG.

### À propos des auteurs :

**Jacek Purski** est politologue et éducateur, président de l'Institute of Social Safety, une ONG polonaise spécialisée dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans les domaines systémique, éducatif, juridique et universitaire. Depuis 2017, il est membre du réseau ASHOKA (« Ashoka Innovators for the Public Good »). Il fait partie du groupe d'experts RAN Praticiens. Il est diplômé de l'Université de Communication et des Médias et du Collegium Civitas, et possède un diplôme en gestion de l'intégration interculturelle. M. Purski est un ancien élève de la Leadership Academy for Poland. Il donne souvent des cours à des étudiants en Pologne et à l'étranger. Il est aussi l'auteur de nombreux cours spécialisés destinés aux officiers de police, aux enseignants et aux fonctionnaires municipaux.

**Przemysław Witkowski, PhD**, est chercheur, journaliste et professeur assistant au Collegium Civitas de Varsovie. Il collabore avec le Counter Extremism Project et le Centre international de lutte contre le terrorisme, et est directeur principal de recherche à l'Institute of Social Safety. Il est aussi l'auteur des ouvrages suivants : « Glory to Superman. Ideology and pop culture » (2017), « Laboratory of Violence. Political history of the Roma » (2020), « Fascism that is coming » (2023) et « The Russian Party » (2023).

## Bibliographie

Sans auteur. *Media Freedom: Few Good Stories to Tell*. BalkanInsight, 2020. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://balkaninsight.com/2021/04/14/media-freedom-few-good-stories-to-tell>

Sans auteur. *Annual review of the human rights situation of lesbian, gay, bisexual, trans and intersex people in Europe and Central Asia*. ILGA Europe, février 2022. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.ilga-europe.org/files/uploads/2022/04/annual-review-2022.pdf>

Ágh, A. *Declining Democracy in East–Central Europe – The Divide in the EU and Emerging Hard Populism*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2019.

Astapova, A., Colăcel, O., Pintilescu, C. and Scheibner, T. (Eds.). *Conspiracy Theories in Eastern Europe. Tropes and Trends*. Londres et New York : Routledge, 2021.

Benedikter, R. and Wojtaszyn, D. Football Politics in Central Eastern Europe: A Symptom of Growing Anti-Europeanism and Anti-Globalization? *Geopolitics, History, and International Relations*, 2018, 10(1): 79–93.

Bitušíková, A. and Chorvát, I. *Not in our town – NIOT Slovakia*. PROMISE : site Web du programme Promoting Youth Involvement and Social, mai 2018. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <http://www.promise.manchester.ac.uk/wp-content/uploads/2018/06/Not-in-our-town-NIOT.pdf>

Čada, K. Social Exclusion of the Roma and the Czech Society in Stewart, M. (Ed.), *The Gypsy ‘Menace’: Populism and the New Anti-Gypsy Politics*. Londres : C. Hurst & Co., 2021, 67–80.

Carr, J., Parnell, D., Widdop, P., Power, M.J. and Millar, S.R. (Eds.). *Football, Politics and Identity*. Londres : Routledge, 2021.

Cholewa, M., Grzesiczak, Ł. and Tomaszewska, I. *Ukrainian refugees and disinformation: situation in Poland, Hungary, Slovakia and Romania*. EDMO, 5 avril 2022. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://edmo.eu/2022/04/05/ukrainian-refugees-and-disinformation-situation-in-poland-hungary-slovakia-and-romania>

Claus, R. *Ihr Kampf. Wie Europas extreme Rechte für den Umsturz trainiert*. Rastede: Die Werkstatt, 13 décembre 2020.

DAN, *Polska spadła na 66. pozycję w rankingu wolności mediów. Najgorszy wynik w historii*. Press, 4 mai 2022. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.press.pl/tresc/70627,polska-spadla-na-66-pozycje-w-rankingu-wolnosci-mediow-najgorszy-wynik-w-historii>

Farinelli, F. et Marinone, L. *Extrémisme violent de gauche et anarchiste contemporain dans l'UE : analyse des menaces et des possibilités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent*. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2021.

Górak-Sosnowska, K. (Ed.). *Muslims in Poland and Eastern Europe Widening the European Discourse on Islam*. Varsovie : Faculté des études orientales, Université de Varsovie, 2011.

Jaskulowski, K. et Majewski, P. Populist in form, nationalist in content? Law and Justice, nationalism and memory politics. *European Politics and Society*, 2022, 24(1).

Kahn, M., Koper, A. et Muller, R. *Insight: Weapons industry booms as Eastern Europe arms Ukraine*. Reuters, 24 novembre 2022. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.reuters.com/world/europe/weapons-industry-booms-eastern-europe-arms-ukraine-2022-11-24>

Kozłowski, A. *Disinformation in Poland on the war in Ukraine*. Pulaski Policy Paper, 1<sup>er</sup> juin, Policy Paper No 9, 1<sup>er</sup> juin 2022.

Krastev, I. *Eastern Europe's Illiberal Revolution: The Long Road to Democratic Decline*. Affaires étrangères, mai/juin 2018.

Kubas, S. Illiberal Democracy in the Comparative Analysis of Hungary and Poland. *Przegląd Prawa Konstytucyjnego*, 2022, 2(66): 253–267.

Liger, Q. et Gutheil, M. *Right-wing extremism in the EU*. Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles, Direction générale des politiques internes de l'Union, mai 2022.

Lugosi, N. Radical right framing of social policy in Hungary: between nationalism and populism. *Journal of International and Comparative Social Policy*, 2020, 34(3): 210–233.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. *A Whole-of-Society Approach to Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism. A Guidebook for Central Asia*. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe : Vienne, mars 2020.

Pauwels, *Manifestations contemporaines de l'extrémisme de droite violent dans l'UE : présentation des pratiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent*. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2021.

Polic, I. *Three Decades On, War's Legacy Still Overshadows Croatia*. BalkanInsight, 31 mars 2021. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://balkaninsight.com/2021/03/31/three-decades-on-wars-legacy-still-overshadows-croatia>

Rękawek, K. *Foreign Fighters in Ukraine. The Brown–Red Cocktail*. Londres et New York : Routledge, 2022.

Rękawek, K. (Ed.). *Western extremists and the Russian invasion of Ukraine in 2022*. New York : Counter Extremism Project, 2022.

Rose, H. *The Bratislava Attacks: Insights from the Shooter's Manifesto*. Global Network on Extremism and Technology, 14 octobre 2022. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://gnet-research.org/2022/10/14/the-bratislava-shooting-and-manifesto-initial-insights-and-learnings>

Shekhovtsov, A. *Russia and the Western Far Right. Tango Noir*. Londres et New York : Routledge, 2017.

Superwizjer TVN. "Posłuszeństwo wymusza, używając maczet i tasaków". *Kariera Olgierda L. z Trójmiasta*. TVN, 15 novembre 2019. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://tvn24.pl/polska/naziol-kibol-bandyta-olgiard-l-szef-gangow-z-trojmiasta-reportaz-superwizjera-ra985640-2296068>

Tworzecki, H. Poland: A Case of Top-Down Polarization. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 2019, 681(1): 97–119.

ONUDD. *Déclaration de Doha : promouvoir une culture du respect du droit*. Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 12-19 avril 2015. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.unodc.org/congress/en/previous/previous-13.html>

Wennerhag, M. *Anarchists in Eastern and Western Europe - a Comparative Study*. Université de Södertörn, 2012 — 2016. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.sh.se/english/sodertorn-university/research/our-research/research-database/research-projects/anarchists-in-eastern-and-western-europe---a-comparative-study>

Zhirkov, K., Verkuyten, M. and Weesie, J. Perceptions of world politics and support for terrorism among Muslims: Evidence from Muslim countries and Western Europe. *Conflict Management and Peace Science*, 2014, 31(5): 481–501.

## Sites Web des projets mentionnés

Réseau du CEDMO, <https://cedmohub.eu/pl>

Projet DARE, <https://cordis.europa.eu/project/id/725349/fr>

Site Web du projet HateFree Culture, <https://www.hatefree.cz/o-hatefree>

Site Web du projet Hrozba Radikalizace, <https://www.fbmi.cvut.cz/cs/fakulta/pracoviste/kzooo-informace/datekce-radikalizace>

Site Web du programme Éducation interculturelle à travers le sujet CSHR – « Héritage culturel et religieux de la région », <https://www.congress-intercultural.eu/fr/initiative/219-intercultural-education-through-the-subject-cultural-and-spiritual-heritage-of-the-region-cshr-.html>

Site Web de la campagne КАКВО СТОИ ЗАД ДУМИТЕ НА ОМПАЗА?, <https://helphate.bg>

Site Web Media Literacy Coalition Bulgaria, <https://gramoten.li/about-us>

Site Web du festival du film Millennium Docs Against Gravity, <https://mdag.pl/20/pl/warszawa/homepage>

Site Web du projet Monitoring Hate Crime against Roma with Mentors, <https://www.congress-intercultural.eu/en/initiative/136-romanlar%C4%B1-hedef-alan-nefret-suclar%C4%B1n%C4%B1-rehberler-ile-gozeleme-----prag-----cek-cumhuriyeti.html>

Site Web de la campagne Not Just Words, <https://glasfoundation.bg/en>

Site Web du festival du film World of People in Need, <https://www.jedensvet.cz>

Site Web du projet Právem proti předsudkům, <https://www.pravemprotipredsudkum.cz/language/en/about>

Site Web du projet PRECOBIAS, <https://www.precobias.eu>

Site Web du projet RadCePro, <https://www.fdv.uni-lj.si/en>

Site Web de Safer Internet Center Bulgaria, <https://www.safenet.bg/en>

Site Web de la campagne Tęczowy piątek, <https://teczowypiatek.org.pl>

Site Web de JSNS Educational Programme of People in Need, <https://www.jsns.cz/en/home>

Site Web du programme With Education against Radicalisation, <https://www.novinarz.online/radikalizacija-mladih.html>

## Sites Web des institutions mentionnées

Site Web de l'Agence pour l'inclusion sociale, <https://www.socialni-zaclenovani.cz>

Site Web de Centrum Wsparcia Imigrantów i Imigrantek : CWII, <https://cwii.pl>

Site Web de Centar za Mirovne Studije, <https://www.cms.hr/en>

Site Web du Musée juif de Prague, <https://www.jewishmuseum.cz>

Page de fan de Miejsce Otwarte – Centrum Integracji Międzykulturowej sur Facebook, <https://www.facebook.com/MiejsceOtwarteWroclaw>

Site Web du Centre multiculturel de Prague, <https://mkc.cz/en/about>

Musée de la culture rom, <https://www.rommuz.cz/cs>

## Sites Web des ONG mentionnées

Site Web de Civic Resilience Initiative, <https://cri.lt/#projects>

Site Web Debunk.org, <https://www.debunkeu.org>

Site Web Demagog, <https://demagog.org.pl>

Site Web de l'Institute of Social Safety, <https://www.fundacjaibs.pl>

Site Web de Media4Change, <https://www.media4change.co>

Site Web de Panoptykon, <https://panoptykon.org>

Site Web de Res Publica <https://en.respublica.lt>

## TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

### En ligne

Vous trouverez des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante : [https://european-union.europa.eu/index\\_fr](https://european-union.europa.eu/index_fr)

### Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander les publications gratuites et payantes de l'UE sur la page : <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (consultez le lien [https://europa.eu/european-union/contact\\_fr](https://europa.eu/european-union/contact_fr)).

### Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

### Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) permet d'accéder à l'ensemble de données de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non.

Radicalisation Awareness Network

# RANI

## Practitioners



Publications Office  
of the European Union